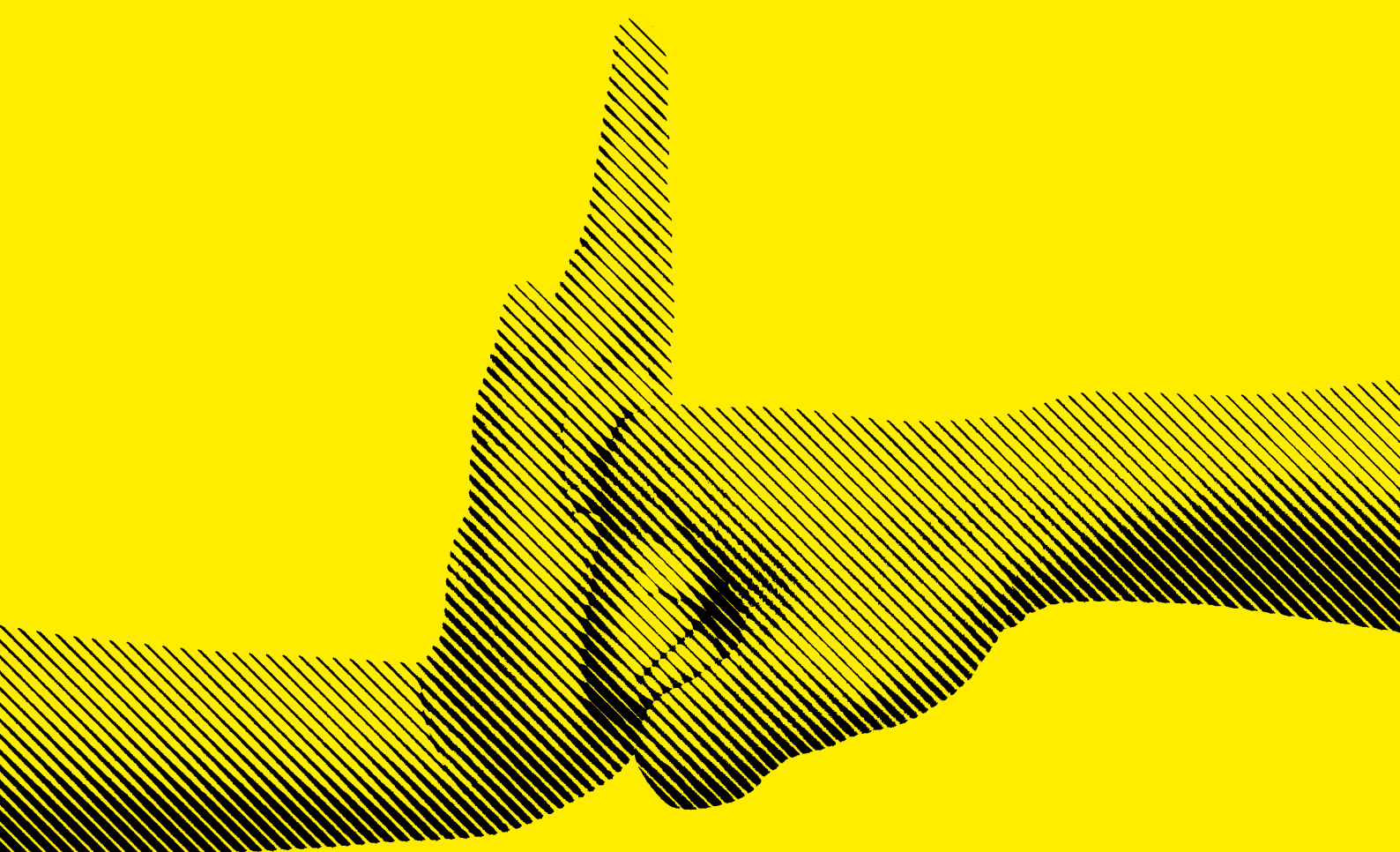


ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES

ASSISES CITOYENNES
restitution et propositions



**Que faites-vous Monsieur
le Maire pour lutter
contre les violences inter-
quartiers ?**

PROTÉGER LES PLUS JEUNES DES VIOLENCES DE TOUTES SORTES

Comprendre les raisons des violences, le rôle de chacun et les moyens pour les combattre, trouver des solutions pour y mettre un terme : les Assises citoyennes « Ensemble contre les violences », co-construites avec des Dionysien.ne.s, ont été pensées pour répondre à ces ambitieuses questions.

Durant une semaine, du 26 novembre au 1^{er} décembre 2018, elles ont réuni scientifiques, professionnel.le.s, associations et habitant.e.s autour d'ateliers et de débats riches d'enseignements pour chacun des participant.e.s.

L'éducation et la jeunesse ont été au centre des préoccupations exprimées. Dans les cafés des parents, lors des ateliers sur la cyber-violence, dans les débats ou encore lors de la visite des locaux de la police municipale de Saint-Denis, la volonté de protéger les plus jeunes des violences de toutes sortes s'est très fortement exprimée.

Beaucoup de propositions concrètes ont émergé, montrant que les violences sont multifactorielles et doivent mobiliser tous les acteurs concernés.

Présentées et débattues en séance plénière du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance le 30 janvier 2019, ces propositions seront examinées, partagées, mises en œuvre dans les mois à venir avec l'ensemble des partenaires.

Jamais la municipalité n'a fait autant qu'aujourd'hui contre l'insécurité, les incivilités et les violences. Mais pour aller plus loin, il est nécessaire d'agir ensemble : Éducation nationale, parents, police, justice, collectivités, associations, travailleurs sociaux, citoyens... Continuer à faire reculer les violences dans notre ville demandera l'implication de toutes et de tous, afin d'assurer le bien vivre à Saint-Denis, pour aujourd'hui et pour demain.




Laurent Russier
Maire de Saint-Denis

témoignage

TALENT D'ACHILLE

SLAMEUR



« En plus d'être un trublion d'origine dijonnaise, je suis quelqu'un qui aime le verbe. Les gens ont coutume de me donner un mot et je fais de la chanson, je fais de la prose, je m'amuse, je tourne au ridicule certaines formules qui se veulent racistes. J'aime alanguir le verbe car il se déplace farouchement de façon acerbe et permet certainement de faire galoper la plupart des tympanes que l'on peut rencontrer. Car l'important pour le verbe est de toujours être volatile. Et c'est donc ainsi que je transforme le verbe en quelque chose de moins futile voire même d'utile. On trouve toujours intéressant de fustiger ceux qui ont le verbe haut, alors qu'en réalité en susurrant le verbe on est capable d'atteindre une magnifique sensualité.

J'ai eu une grande première à Saint-Denis en 2015 lors de la réflexion sur les 10 ans des émeutes. J'interviens auprès du Médialab93, j'anime des événements. Je fais ça aussi dans la capitale ou à l'étranger, par exemple à Central Park. Les gens mettent ce qu'ils veulent dans mon chapeau. Je gagne ma vie comme ça. Je fais les mariages, les bar-mitsvah.

Ces assises sont des grands moments de société, d'écoute et d'empathie. J'entends la plèbe, les gens autour de moi. Cela me permet une grande compréhension des autres et par là de moi-même. En comprenant ses pairs on se comprend soi-même et en comprenant ses pairs on évite de se perdre. Même si les sujets sont graves, j'ai envie de les aborder. Cela m'a permis de rebondir et de dire ce qu'il y a de sous-jacent. Il y a des sociologues qui ont dit des choses fausses. Par exemple, que les femmes sont étrangères à la violence alors que, lors des attentats, des femmes ont participé à la logistique, etc. Moi, ça me permettait d'avoir un droit de réponse entre la plèbe et les intervenants. Je pense que si j'ai un talent, il faut que je l'utilise autrement que pour moi-même. »

PREVENTION

- 6** 26 nov. : café des parents de la FCPE au collège Henri Barbusse
La violence à l'école, parlons-en
- 8** 26 nov. : conférence à l'IUT de Saint-Denis
Violences et délinquance
- 10** 27 nov. : débat au complexe sportif du Franc Moisin
La lutte contre les incivilités et les violences dans le sport
- 12** 28 nov. : rencontre dans les locaux de la police municipale
Vis ma vie de policier
- 14** 28 nov. : atelier au centre social coopératif
Les dangers des réseaux sociaux
- 16** 28 nov. : soirée stand-up à la Maison de quartier La Plaine
On a le droit de rire !
- 18** 29 nov. : documentaire au cinéma L'Écran
Des jeunesses engagées
- 19** 29 nov. : portes ouvertes
Maison de la justice et du droit
- 20** 29 nov. : café des parents de la FCPE à l'école Anatole France
La violence à l'école, parlons-en
- 22** 30 nov. : rencontre-débat à la Bourse du travail
Comprendre les phénomènes de violence dans les quartiers populaires
- 23** 30 nov. : table-ronde à la Bourse du travail
Agir face aux violences subies par les agents du service public
- 25** 30 nov. : table-ronde à la Bourse du travail
Prévention et médiation : quelle action ?
- 28** 30 nov. : rencontre-débat à la Bourse du travail
Agir face aux violences : le rôle des associations de quartier
- 30** 1^{er} déc. : table-ronde à la Bourse du travail
Sécurité, justice, quelle égalité républicaine pour notre territoire ?
- 32** 1^{er} déc. : table-ronde à la Bourse du travail
Agir face aux violences faites aux femmes
- 34** 1^{er} déc. : table-ronde à la Bourse du travail
Lutter contre la violence dans et aux abords des établissements
- 36** 1^{er} déc. : table-ronde à la Bourse du travail
Bien grandir : comment éloigner nos enfants des violences ?

26
nov.

Café des parents de la FCPE au collège Henri Barbusse

La violence à l'école : parlons-en



Les Assises citoyennes « Ensemble contre les violences » démarrent au collège Henri Barbusse. Un endroit emblématique puisque les parents d'élèves avaient décidé, en janvier 2017, de retirer leurs enfants lors d'une journée d'opération « collège désert » pour dénoncer les violences qui sévissaient à l'extérieur comme à l'intérieur de l'établissement. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), à l'origine de cette initiative, est l'organisatrice de ce premier Café des parents.

« Les parents sont à la fois des témoins et une partie de la solution aux violences. Il n'y a aucun spécialiste parmi nous mais nous sommes tous concernés » clame Arnaud, responsable FCPE. Il donne ensuite la consigne : « On fait des groupes de six, on échange autour de trois questions puis on fait un exercice de synthèse. Les réponses à chaque question doivent tenir sur un post-it. On tente de faire des groupes avec des gens qui ne se connaissent pas. » Rapidement, la trentaine de parents présents bousculent les chaises et se mettent en cercle.

La première question posée est « comment se manifeste la violence ? ». Imane pointe du doigt l'usage des smartphones : « Le harcèlement se fait avec les réseaux sociaux, en particulier Snapchat. Ils se donnent rendez-vous, c'est instantané et les publications s'effacent, ça ne laisse pas de trace ! » Selon elle, c'est ainsi que les agressions sont organisées. « Ils se lancent des insultes et des menaces et ça part » ajoute-t-elle. « Je ne suis pas d'accord, avant les réseaux sociaux, il y avait des histoires. Cela commence bien avant. Les réseaux ça leur permet juste de se mobiliser plus rapidement » lui répond Touria.

Après des échanges où chacun évoque des faits divers dont il a été témoin, un débat s'engage sur les actions pour remédier aux violences ainsi que sur le rôle des élus et de la police. « Moi je trouve que les élus ne font rien », déplore Cécilia. « Pareil pour la police. Un enfant a agressé mon fils. Je suis allée au commissariat. Le jeune était connu mais comme il est mineur, il a été relâché » témoigne-t-elle, concluant qu'il faudrait « sanctionner les parents ». Mais Imane estime que les élus sont de bonne foi mais manque de moyens. La mère de famille pointe plutôt la pédagogie des écoles. « Il y a beaucoup trop d'exclusions et c'est ce qui est à la base de l'échec. Cela occasionne du décrochage scolaire et on perd les gamins. »

L'idée de faire intervenir davantage les policiers en milieu scolaire est évoquée. Une mauvaise idée selon Fadma car « les enfants vont mal le prendre, la police, ils ne veulent pas en entendre parler ». Touria estime qu'il faut plutôt qu'on permette aux jeunes de parler. « Ils se sentent rejetés, on ne les écoute pas assez. On devrait miser davantage sur les médiateurs et les maisons de jeunesse » propose-t-elle. Fadma ajoute qu'il faudrait former davantage les professionnels et les parents à la médiation. »

« LES PARENTS SONT À LA FOIS DES TÉMOINS ET UNE PARTIE DE LA SOLUTION »

entretien avec ...

FADMA AÏT KHOUJA

MÈRE DE 3 ENFANTS,
MEMBRE DES
DÉLÉGUÉS DE
PARENTS D'ÉLÈVES

COMMENT POURRAIT-ON MIEUX ASSOCIER LES PARENTS D'ÉLÈVES À LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ?

« Il faut faire un travail sur les parents, leur permettre de faire face et d'accepter leur échec. On a demandé à l'établissement scolaire de se pencher sur la question et d'ouvrir la porte aux organismes qui savent faire ça. Il faut aussi mettre en place un dispositif de traduction pour les parents qui ne parlent pas bien le français. Je m'en suis chargée lors d'un conseil de discipline. Une maman ne comprenait pas et je lui ai expliqué ce qu'il se passait. Je lui ai ensuite expliqué comment contrôler le travail de son fils, repérer quand il y a du rouge sur le cahier ou les devoirs. Il y a aussi des éducateurs, des médecins et des psychologues pour aider son enfant. Les parents ne le savent pas toujours. Son gamin est en 3^e et c'est aujourd'hui qu'elle découvre qu'il existe des bourses. »

IL FAUDRAIT ÉDUCER LES PARENTS AU SYSTÈME SCOLAIRE SELON VOUS ?

« Quand les parents sont convoqués pour la première fois, ils ne savent pas qu'un avertissement, c'est le début d'un processus. Il faut qu'ils comprennent ce qu'on attend d'eux, qu'ils réagissent et qu'ils se posent la question de ce qu'ils comptent faire. Car cela va suivre l'élève plus tard. Comment il va ensuite trouver un lycée avec cette tâche sur son dossier ? Depuis 4 ans avec les parents d'élèves on essaye de parler de ça. Quand un enfant est en décrochage, il va essayer de se rendre intéressant pour qu'on le remarque. C'est un appel à l'aide. Il faut l'aider à remonter à la surface. Des parents se confient à nous parce qu'on les défends. Le problème commence au collège. S'ils décrochent, ils vont dépenser leur énergie à l'extérieur. Ces gamins ont besoin de nous. Qu'on sache que ce qui provoque leur mal être. Cela peut être à cause d'un divorce, de leur physique ou autre. Les enfants changent physiquement cela les perturbe et les réseaux sociaux accentuent cela. »

26
nov.

Conférence à l'IUT de Saint-Denis

Violences et délinquance



Les violences inter-quartiers, qui opposent parfois de jeunes adolescents, ont été très médiatisées ces derniers mois et laissent penser qu'il s'agit d'un phénomène nouveau en expansion. Qu'en est-il vraiment ? Le sociologue Laurent Mucchielli, spécialisé sur les enjeux de sécurité, bat en brèche cette idée.

« À Marseille, on fait la comptabilité des règlements de compte quand il n'y a pas d'actu, pas de guerre, pas de gilets jaunes » raconte-t-il. Dans ces circonstances, l'universitaire explique être régulièrement appelé par une chaîne de télé ou une radio pour qu'il exprime son avis sur les événements de la veille. Sans élément, il refuse systématiquement l'entretien. D'autres ont moins de scrupules, « résultat, on a des pseudos experts qui disent des banalités avec lesquelles tout le monde est d'accord et on les remercie pour leur "expertise" ».

Laurent Mucchielli estime qu'il n'existe pas de données prouvant que les jeunes sont plus violents aujourd'hui. « Dans les années 1960, on disait des blousons noirs qu'ils subissaient l'influence des Etats-Unis, qu'ils écoutaient de la musique violente (...). On reprochait déjà aux blousons noirs les viols collectifs. Dans toute société, ce sont les jeunes qui sont les plus violents. Il faut sortir du discours ambiant de la décadence » analyse-t-il.

Dans le public, ces propos laissent songeur. « Je n'ai pas souvenir qu'il y a 20 ans, des parents défilaient pour mettre fin au phénomène des jeunes qui se revendiquent de tel quartier. S'il y a des assises, c'est parce qu'on sent bien qu'il y a une montée », proteste un auditeur. « Mais c'est un fait, ce n'est pas nouveau » répond le directeur de recherche.

« Premièrement, on est aujourd'hui davantage choqué par les violences » explique-t-il, prenant pour appui l'émergence du mouvement #MeToo : « Nous dénonçons les violences sexistes mais ce n'est pas nouveau. C'est notre émoi qui est nouveau ». Il ajoute que « nos pères et grands-pères étaient moins choqués ». Deuxièmement, le sociologue précise que « la territorialisation des conflits change, les quartiers ne sont pas les mêmes », ce qui peut également changer les perceptions. Pour Laurent Mucchielli, « les jeunes n'ont pas changé, ce sont les adultes ». C'est ici que se situe le véritable changement selon lui. « Jusqu'à récemment, les établissements géraient en interne les conflits. Aujourd'hui, ils rejettent. L'exclusion temporaire est facilitée donc les jeunes sont dehors », constate-t-il. « Ils sont d'autant plus forts que les adultes sont faibles et qu'il n'y a pas d'union entre établissement et parents » conclut-il. Interrogé sur l'efficacité de la vidéo-protection, le sociologue estime que celle-ci peut « aider les policiers et gendarmes à élucider des affaires en retrouvant des images enregistrées ». Pour autant cette fonction reste la plupart du temps « extrêmement limitée au regard de l'ensemble de l'activité d'un commissariat » et devrait amener les pouvoirs publics à s'interroger sur l'opportunité d'y investir autant d'argent.

« ON EST
AUJOURD'HUI
DA VANTAGE
CHOQUÉ
PAR LES
VIOLENCES »

entretien avec ...

LAURENT MUCCHIELLI

SOCIOLOGUE

COMMENT EXPLIQUER LES DÉBORDEMENTS ENTRE JEUNES ET POLICIERS ?

Les contrôles au faciès sont une réalité. Certains policiers admettent en off qu'ils sont gênés par les pratiques de leurs collègues. Il y a des agents qui ont peur quand ils interviennent. Ce sont souvent les plus jeunes qui sont envoyés sur les terrains les plus difficiles, comme le veut une mauvaise tradition française (...) La simple réputation d'un quartier peut influencer sur les comportements. On a prouvé dans une étude à Marseille que les CRS se raidissent et se comportent plus mal dans un quartier à réputation que lorsqu'ils sont dans un quartier, socialement équivalent, mais sans réputation. Une des solutions, c'est que les victimes d'abus policiers contactent le Défenseur des droits, l'IGPN ou directement le procureur de la République. L'autre solution serait que les policiers réclament qu'on arrête d'envoyer les plus jeunes d'entre eux dans ces quartiers.

POURQUOI ESTIMEZ-VOUS NÉCESSAIRE LA RÉINTRODUCTION DE LA POLICE DE PROXIMITÉ ?

Les gens veulent de la présence, pouvoir parler à des policiers qui patrouillent non pas en voiture mais à pied. En parlant aux commerçants, aux associations, ils peuvent prendre le pouls du quartier. Lorsque les gens se connaissent, cela fait baisser les niveaux de tension. L'une des armes des policiers, c'est la connaissance du territoire. Quand des jeunes font les cons en scooter, si le policier ne connaît pas le jeune, soit il détourne le regard, soit il le course avec le risque qu'il y ait un accident puis une émeute. Alors que si le policier le connaissait, il le chopait le soir chez lui. La police de proximité peut verbaliser, interpellé avec discernement. Entre 1999 et 2002, la police de proximité pouvait participer à l'organisation d'événements pour les jeunes. Récemment, à Villeneuve-la-Garenne, il y a eu le cas d'un policier qui a tabassé un médiateur parce qu'il ne l'avait pas distingué du dealer du coin. »

27
nov.

Débat au complexe sportif du Franc Moisin

La lutte contre les incivilités et les violences dans le sport



Le gymnase du complexe sportif du Franc-Moisin s'est mis en mode gala pour accueillir le premier débat sur la thématique du sport.

Bally Bagayoko, adjoint au maire de Saint-Denis chargé des sports, a introduit les échanges par un exposé sur les dégradations commises dans les équipements sportifs. Plusieurs dizaines de milliers d'euros sont dépensés pour les réparer.

Des clips de prévention contre la violence à Marseille sont projetés pour alimenter la future discussion. On peut voir notamment un club sportif dissout après un jet de pétard sur un môme lors d'un match. Ce clip a interpellé Hervé Borie, président de l'Union Sportive de Saint-Denis, club omnisport qui comporte 4800 adhérents répartis dans 30 disciplines. « Durant un match de Gambardella, des gens ont sauté de la tribune, coursé des joueurs, agressé les arbitres. Un des joueurs a échappé au pire. Les vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux et à la télé. Je me suis retrouvé à la FFF pour qu'on m'explique que je suis irresponsable » raconta-t-il. Le dirigeant admet que « la vie d'un gamin a été mise en danger » et estime qu'il faut que « les dirigeants prennent conscience des risques d'organiser un évènement sportif ».

« Je suis passé dans tous les clubs de Saint-Denis et je trouve qu'on a été très laxiste. Ayons l'honnêteté de le dire : 2 personnes pour gérer la sécurité de 1500 personnes ce n'est pas assez » témoigne Nasser dans le public. « J'espère que ces incidents serviront à faire mieux. Le problème du stade Delaune est qu'il est ouvert aux quatre vents », conclut-il. Mohamed Ghenäï, gardien de parc, a de son côté exposé les difficultés du métier : « On peut recevoir un public saoul ou sdf, on est amenés à gérer tout. Il y a des problèmes de vol à l'arrachée ». L'agent de police Radouane Kadri souligne que « souvent il n'y a pas de signalement ». « Il n'y a pas de petits faits pour nous, il faut signaler pour qu'on ait une trace » a-t-il précisé. Il a rappelé que les policiers travaillent le dimanche et qu'un accueil téléphonique est toujours possible. Par ailleurs, des patrouilles peuvent être effectuées les jours d'évènements sportifs importants et cela peut suffire à dissuader, selon Radouane Kadri.

« Le foot c'est bien mais faut qu'ils voient autre chose. Avec mon association, j'emmène des jeunes faire du VTT en montagne » a affirmé Mohamed Ghenäï. « Quand on va vers eux, il y a de bonnes choses. J'ai vu des gamins qui commettent des violences bien se comporter en aidant des associations » conclut-il.

**« J'AI VU
DES GAMINS
AUTEURS
DE VIOLENCES
BIEN SE
COMPORTER
EN AIDANT DES
ASSOCIATIONS »**

portrait

IDRISSA COULIBALY

RESPONSABLE DU SERVICE
ANIMATION ET ÉDUCATION
PAR LE SPORT
À LA MAIRIE DE SAINT-DENIS

Idrissa Coulibaly dirige un service d'une quinzaine d'éducateurs. Il a grandi dans la cité du Franc-Moisin, où ses parents sont installés depuis 1972. Doué en sport, Idrissa rejoint la section sport études handball de Bar-Le-Duc (Meuse), dans l'Est de la France. Après un passage à Brive-La-Gaillarde, il dispute le championnat de France Espoirs avec l'équipe d'Asnières-Gennevilliers. Alors qu'il évolue en National 1B, il voit disparaître ses ambitions de jouer au plus haut niveau après une blessure au genou. Le Dionysien se reconvertisse alors dans l'encadrement des jeunes et obtient un brevet d'Etat. Depuis 1993, il fait de l'éducation par le sport son credo : « comme on disait dans la Grèce Antique, un esprit sain dans un corps sain ». « L'enjeu, c'est d'exploiter l'aspect socialisation, épanouissement et partage du sport » affirme-t-il. Il s'agit d'apporter un équilibre, selon lui.

Pour les Assises citoyennes « Ensemble contre les violences », il a proposé avec son équipe une activité pour les 5-11 ans afin de les sensibiliser sans les traumatiser. D'après Idrissa, « à cet âge-là, la frustration est le premier vecteur de violence. Les enfants sont dans l'émotion, ils peuvent ne pas admettre la défaite ». « On a décidé de construire quelque chose autour du fair-play, on a composé un petit jeu avec 3 ou 4 questions puis essayé d'établir un code du fair-play », détaille-t-il.

28
nov.

Rencontre dans les locaux de la police municipale **Vis ma vie de policier**



Vingt-et-un élèves du collège Henri Barbusse ont visité les locaux de la police municipale de Saint-Denis. « Chocolat, café, jus d'orange ? » demande une agente de police. Rongés par la timidité, il aura fallu l'intervention du principal pour que les collégiens se servent. John Gnahoré, le délégué sécurité de la ville, invite ensuite ses convives du jour à visionner deux courts-métrages sur le harcèlement scolaire avant de lancer le débat.

« Ce ne sera pas un interrogatoire ni un devoir » se sent-il obligé de préciser. Mais la projection ne semble pas rendre les élèves de 4^e plus bavards. Quand l'agent demande qui peut définir la violence, il fait face à un silence de plomb. Al Housseynou se lance en expliquant que « la violence peut être physique ou morale ». Alicia précise à son tour qu'il y a « les bagarres, le harcèlement, les insultes ». John Gnahoré déroule alors un long exposé sur la manière dont la loi sanctionne les violences puis présente les divers services de police.

Puis c'est l'agent Patrice Jérémy qui s'exprime en tant qu'ancien « petit garçon du 93 et du 95 » : « ce que vous vivez, je l'ai vécu ». « Quand nous sommes aux abords des collèges, c'est pour éviter les bagarres, il ne faut pas que vous ayez peur » assure-t-il. Ému, il conclut : « On a du mal à comprendre la violence que vous mettez en œuvre. On vient près de vous, pour vous permettre d'avoir un avenir. »

Curieusement les collégiens ont semblé plus intéressés par leur sécurité alimentaire comme en témoignent leurs échanges avec un agent de la brigade d'hygiène. « Pourquoi vous ne venez pas dans notre collège ? Y'a des trucs bizarres, de la moisissure », déplore Alicia. « Y'a une boulangerie où les croissants ne sont pas protégés » ajoute un élève au fond de la classe. « Je leur ai déjà dit mais s'ils ne se sont pas mis en règle. On va les sanctionner » lui répond l'agent. « Et Go Sport ? » « Et les woks ? », les questions fusent. L'agent de surveillance de la voie publique a ensuite droit à son lot de questions sur les PV pour stationnement gênant. « C'est à cause de vous qu'il y a les Gilets jaunes ? »

**« ON A DU MAL
À COMPRENDRE
LA VIOLENCE
QUE VOUS
METTEZ EN
ŒUVRE. ON
VIENT PRÈS
DE VOUS,
POUR VOUS
PERMETTRE
D'AVOIR UN
AVENIR »**

entretien avec ...

AL HOUSSEYNOU ET DANIA

ÉLÈVES DU COLLÈGE
HENRI BARBUSSE

QU'AVEZ-VOUS RETIRÉ DE CET ÉCHANGE ?

Al Housseynou : « J'ai trouvé la matinée très bonne. Cela m'a appris les métiers des policiers municipaux, l'ASVP, la brigade verte. Avant ça, je pensais que c'était surtout la police nationale qui intervenait et que les policiers municipaux ne servaient à rien. En fait, ils ne font pas que verbaliser, ils s'occupent de notre quotidien, de notre tranquillité. Quand on a des problèmes, on peut aller leur parler.

Dania : « J'ai compris qu'il y a beaucoup de violence, les jeunes font du harcèlement physique et moral sans réfléchir aux conséquences. Cela ne m'inquiétait pas de voir des policiers autour du collège, ils sont là pour nous protéger. La violence entre les jeunes est inutile, souvent ce sont des vieilles histoires qui datent d'il y a 5 ans et que les élèves ne connaissent même pas. Ils savent pourtant que derrière il y a des familles qui pleurent quand il y a des morts.

QUE FAIRE POUR AMÉLIORER LES RAPPORTS ENTRE LES JEUNES ET LES POLICIERS ?

Al Housseynou : Il faudrait organiser plus de matinées comme celles-là. Si je n'étais pas venu, je n'aurais pas changé de point de vue. J'aimerais bien que cela se propage auprès d'autres camarades et dans d'autres collèges.

Dania : « Les policiers sont là pour rendre meilleur ce monde et pas pour faire du mal. Mais je trouve que certains policiers font mal leur travail. Au lieu de tirer sur les pieds, ils tirent sur le cœur. Ils font bien leur travail quand ils surveillent l'hygiène de certains restaurants. Les policiers devraient se mettre un peu plus à l'écoute des jeunes pour comprendre leur vision et ce qu'ils pensent d'eux. Ce serait bien qu'ils viennent à l'école pour échanger. Cela ferait du bien aussi à certains élèves qui font du mal aux autres, ne pensent qu'à eux et humilient d'autres juste pour se faire une image. »

28
nov.

Atelier au centre social coopératif

Les dangers des réseaux sociaux



L'association Coïncide, qui œuvre dans le quartier Gabriel Péri, a invité l'association E-Enfance à animer un atelier sur les dangers des réseaux sociaux. Mamadou Cissé, l'intervenant, professe devant un auditoire conquis.

« Les réseaux sociaux utilisent votre énergie nécessaire à la concentration : la dopamine. De plus, la lumière bleue empêche la production de mélatonine et empêche ainsi de dormir. » Explique Mamadou Cissé. Il choque ensuite l'assistance en dévoilant que, chaque jour, un utilisateur de smartphone parcourt en moyenne 46 mètres de *scrolling* avec son petit pouce sur l'écran tactile. L'intervenant suggère aux jeunes de maîtriser leur consommation en diversifiant leurs activités. « Vous pouvez lire des livres mais pas des chroniques sur internet ! », conseille-t-il. Vient ensuite le sujet le plus important de la rencontre : le cyber harcèlement.

C'est un fléau qui touche majoritairement les filles (58 %). L'ensemble des jeunes sont néanmoins concernés. Les plus exposés sont les 12-14 ans (45 %). Pourtant, depuis la promulgation de la loi RGPD, les réseaux sociaux sont interdits aux mineurs de moins de 15 ans. 100 % des victimes de cyber harcèlement le sont aussi à l'école. 60 % des harceleurs sont eux-mêmes des victimes. « Si vous pensez ne pas être concernés, sachez que vous pouvez aller en prison dès 13 ans. Il existe des prisons spéciales pour mineurs. Et ceux qui sont témoins, mais ne font rien, sont complices. »

Pour mieux comprendre comment se manifeste le cyber harcèlement, une mise en situation est proposée avec des exemples concrets. Sur la toile de projection, Mamadou présente un groupe WhatsApp intitulé « la vieille meuf », où plusieurs élèves se sont réunis pour se moquer d'une de leurs camarades. Autre exemple : une photo d'un garçon nommé Alexis et qui adore les chiens. Une photo *morphing* où son visage a été mêlé à celui d'un chien a été postée sur Instagram. Les premières réactions dans la salle sont des rires puis des signes de désapprobation « mais non ça se fait pas ! ». « Moi j'aurais pris une chaise et j'aurais tapé tout le monde » commente un des jeunes. Un autre répond : « moi j'aurais signalé ». « Et bien c'est la bonne chose à faire » conclut l'intervenant. « Il y a des choses que je faisais avant et je n'avais pas conscience que c'était du cyber harcèlement », confesse en aparté Soraya, élève de terminale. Une vidéo expliquant que les chats sont des créatures extraterrestres descendues pour dominer les humains est ensuite projetée. On apprend finalement qu'il s'agit d'un court-métrage pédagogique relatant les « 10 ingrédients de la théorie du complot », créé par les élèves du lycée Madeleine de Vionnet à Bondy.

« IL Y A DES
CHOSSES QUE
JE FAISAIS
AVANT ET JE
N'AVAIS PAS
CONSCIENCE
QUE C'ÉTAIT
DU CYBER
HARCÈLEMENT »

entretien avec ...

MAMADOU CISSE

24 ANS,
INTERVENANT DE
L'ASSOCIATION E-ENFANCE

« Je compte devenir prof. En attendant, je fais un service civique à l'association E-Enfance où je fais des actions de prévention pour leur montrer les risques du cyber-harcèlement. J'ai sauté sur l'occasion parce que ça me parle. Je peux parler de choses qui me touchent moi-même.

Il y a en France 700 000 victimes de harcèlement ou de cyber harcèlement. Il y a toujours quelque part un jeune qui est victime ou qui connaît une victime. C'est un véritable problème de société. Internet fait partie de nos vies et a un impact sur elles.

Il faut vraiment qu'on puisse instruire les jeunes sur l'utilisation des outils. Les jeunes que je connais ont souvent conscience des risques, mais ils ne savent pas comment les réduire. On ne peut pas forcer les jeunes, il faut qu'on leur donne les éléments et les laisser réfléchir par eux-mêmes. »

28
nov.

Soirée stand-up à la Maison de quartier La Plaine

On a le droit de rire !



La violence est un sujet très sérieux, mais on peut en rire et par là même trouver des solutions.

C'est le postulat qu'a tenté de vérifier l'association Smile & Com'Art à la Maison de quartier La Plaine. Tout le long de la soirée, des sketches inspirés de faits réels se sont succédés, se terminant invariablement par une question au public : « Citoyen ou pas citoyen ? ».

Le premier sketch met en scène deux gangs, dans un remake de la bagarre entre les rappers Booba et Kaaris à l'aéroport d'Orly l'été dernier. On a donc la *team* « Booba, 9.2.i, duc de Boulogne » contre la *team* « Kaaris, 2.7.0, Zango ». Les deux équipes se provoquent, menacent de s'attaquer au parfum et finissent par s'entretuer.

« Pas citoyen ! » juge le public. Joaquim, le maître de cérémonie, propose alors qu'une fin alternative soit jouée. Cette fois, les deux clans échangent leurs avis sur leurs parfums respectifs et se serrent la main. Le deuxième sketch reproduit quant à lui le fait divers très médiatisé d'une enseignante braquée avec une arme factice par un lycéen car elle l'avait notifié absent au début du cours.

Sept jeunes comédiens âgés de 13 à 22 ans se sont succédé au cours de la soirée pour jouer huit sketches. Ils ont permis de dénoncer les dérives violentes de la société, de plus en plus exposées au grand jour sur les réseaux sociaux. Tout ceci avec une grande interactivité du public, dans une ambiance bon enfant.

« AVEC LE PHÉNOMÈNE DES RÉSEAUX SOCIAUX, LA MOINDRE EMBROUILLE FAIT DU BRUIT »

28
nov.

Le maire en direct à l'espace jeunesse Pierre Sébard

Live Facebook

Laurent Russier répond en aux délégués des espaces jeunesse.
Retrouvez la vidéo sur ville-saint-denis.fr

entretien avec ...

JOAQUIM TIVOUKU

COMÉDIEN

POURRIEZ-VOUS PRÉSENTER VOTRE PARCOURS ?

J'ai 33 ans et j'ai grandi à Villepinte et Aulnay. Je suis un véritable « jeune de banlieue ». J'ai commencé la comédie en primaire puis au collège. Après le bac, j'ai fait des études de management et de marketing. En 2011, j'ai décidé de revenir vers le théâtre en reprenant des cours. J'ai fait le Labo acteur, puis des café-théâtre. Récemment, j'ai joué dans les films *Working girl*, *China Salesman* et la série *Cannabis*.

COMMENT AVEZ-VOUS PRÉPARÉ CETTE SOIRÉE ?

Je me suis chargé de la mise en scène avec Morad Tikouit. On s'est inspirés de faits réels comme l'embrouille Kaaris-Booba ou la gifle d'un conducteur de bus envers un collégien. On a pensé à des thèmes de sketch puis on a travaillé au niveau du jeu d'acteur pour qu'ils investissent leurs personnages. Qu'on sente vraiment qu'on a un Kaaris, un Booba, une prof ou un conducteur. Ces événements parlent directement aux jeunes. Avec le phénomène des réseaux sociaux, la moindre embrouille fait du bruit.

On voulait essayer d'encourager les comportements citoyens, avoir une attitude mature, sage. C'est un format qui marche bien mais qui est à travailler car nous n'avons pas eu beaucoup de temps de préparation. Cela a du potentiel, il y a de l'interaction avec le public.

QUELLE EST VOTRE PROPOSITION POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES ?

Plus d'ateliers théâtre et cinéma. J'en faisais quand j'étais au collège, cela m'occupait. Chacun a sa vision de la scène violente et de comment réagir, cela crée des débats et c'est le but. Tout seul, on ne trouve pas de solution, c'est l'échange qui permet cela.

29
nov.

Documentaire au cinéma L'écran

Des jeunes engagées



Plus de 200 personnes se sont massées pour assister à la projection du documentaire « Des jeunes engagées » au cinéma l'écran. Le film réalisé par Camille Clavel présente des portraits croisés de quatre jeunes de banlieue parisienne qui œuvrent dans le social.

Abdallah Boudour, originaire d'Argenteuil, organise des dictées géantes dans les cités pour sensibiliser à l'orthographe pour tous. Kalissa Houicha, championne de boxe thaï, mobilise des volontaires pour faire des maraudes à Paris. Aboubacar Sakanonoko, a créé à Grigny la webradio *Blockout* pour donner la parole aux « activistes du vivre ensemble ». Et enfin Bakary Soukouna, le dionysien, est à l'origine de Nuage, une association qui met en place des actions éducatives pour les jeunes du quartier Neruda. On le voit emmener un groupe d'adolescents, en vélo et revêtus de gilets jaunes, visiter le Musée du Quai Branly. Bakary tente de leur ouvrir de nouveaux horizons et leur remet une nouvelle à lire, « *Matin Brun* » de Franck Pavloff. La fin de la projection est acclamée par une longue *standing ovation* avant quelques échanges.

Deux mères de famille essonniennes marquent le débat par leurs interventions. « Vous auriez dû amener vos mamans voir ce film » explique Coumba Diawara, s'adressant au parterre de jeunes présents. Selon elle, il s'agit d'un des nœuds du problème dans les quartiers. « Il n'y a pas assez de communication entre les enfants et les parents. Vous pouvez nous apprendre des choses, vous pouvez tout nous dire », affirme-t-elle. Sa comparse Ramata Coulibaly réagit de son côté à une intervention qui déplorait le peu de place accordée aux galères de la vie associative dans le documentaire. « Plus on avance, plus on a envie même si c'est dur. On se casse la figure mais on rebondit pour nos enfants. On n'a jamais rien sans se battre » témoigne-t-elle.

« IL N'Y A PAS
ASSEZ DE
COMMUNICATION
ENTRE
LES ENFANTS
ET LES
PARENTS »

29
nov.

Portes ouvertes

Maison de la justice et du droit



La lutte contre les violences passe par le respect de la justice et du droit. C'est pourquoi la Maison de justice et du droit de Saint-Denis a organisé une après-midi portes-ouvertes. Pendant trois heures, les professionnels de l'accompagnement juridiques se sont mis à disposition des habitants pour expliquer leur travail.

11 500 personnes fréquentent chaque année la Maison de la justice et du droit (MJD) de Saint-Denis selon Ingrid Poczobut, la correspondante Ville-justice de la municipalité. « Il y a sept MJD dans le 93 et Saint-Denis reçoit 23 % du public. Nos intervenants sont fixes à l'année. Tous les services sont gratuits et un rendez-vous dans les 15 jours est proposé aux visiteurs », ajoute-t-elle.

Michèle Rigault est déléguée du Défenseur des droits à Saint-Denis. Son domaine de prédilection est la défense des mineurs. « J'ai été éducatrice de rue et je suis ceinture noire de judo » plaisante-t-elle. Son rôle est d'intervenir auprès des enfants maltraités, abusés sexuellement, handicapés et même ceux descolarisés. « Nous prenons en compte les élèves exclus et descolarisés et en général on arrive à les replacer. Les parents peuvent faire des recours et je peux aller au domicile de la famille pour comprendre » explique-t-elle. La déléguée intervient aussi directement dans les établissements scolaires pour des cas de harcèlement ou de maltraitance de la part des élèves ou de l'équipe éducative. Enfin, elle a rappelé l'existence des jeunes ambassadeurs du Défenseur des droits, « formés pour parler aux jeunes de leurs droits » dans les collèges.

Mais l'un des publics les plus concernés par la MJD reste les femmes. Satyavatee Ramdhany tient la permanence du Centre d'information des droits de la femme et de la famille (CIDFF 93). « On reçoit environ 300 personnes à l'année lors de nos permanences des lundis matin et mardis après-midi. Environ la moitié des cas sont des violences conjugales », présente-t-elle. « Les femmes viennent souvent prendre des informations sur le divorce et quand je cherche les raisons, j'apprends que ce sont des violences. »

« Elles sentent qu'on peut les aider », ajoute Satyavatee, qui offre à des femmes souvent isolées une écoute active qui leur permet de parler. Elle confie par ailleurs que de nombreuses jeunes filles de 16 à 18 ans lui rendent visite « certaines ont été violées, n'ont pas porté plainte et viennent me demander que faire parce qu'elles sont enceintes. Elles n'osent pas porter plainte contre le père de leurs enfants. » La membre du CIDFF estime qu'il faudrait « mieux former les professionnels (assistantes sociales, hôpital, CAF, enseignants) pour qu'ils puissent repérer les situations de violence et orienter le public », mais également en milieu scolaire « sensibiliser à l'égalité femmes / hommes et la lutte contre le sexisme car les enfants répètent ce qu'ils ont vécu ».

« LES FEMMES VIENNENT SOUVENT PRENDRE DES INFORMATIONS SUR LE DIVORCE ET QUAND JE CHERCHE LES RAISONS, J'APPRENDS QUE CE SONT DES VIOLENCES »

29
nov.

Café des parents de la FCPE à l'école Anatole France

La violence à l'école, parlons-en



L'ambiance est très calme dans le préau de l'école élémentaire Anatole France. Seuls les fils de Fatima apportent un peu d'animation. La mère de famille est un peu déçue. Son garçon, âgé de 7 ans, est victime de « petits harcèlements ».

« Je voulais discuter avec les parents des enfants harceleurs mais apparemment ils ne se sentent pas concernés par la violence à l'école » déplore-t-elle. « On ne le laisse pas jouer au foot, on lui enlève son bonnet dans la cour. S'il parle on lui dit "tais-toi". Un petit groupe s'est ligué contre lui. Résultat : il n'a pas envie d'aller à l'école. À chaque fois qu'il rentre il se plaint, il est mal dans sa peau », témoigne Fatima. La discussion démarre donc sur le sujet du harcèlement moral. « J'en ai moi-même été victime », confesse Jessica pour la première fois de sa vie. « Le CM1 a été ma pire année scolaire. Je rentrais à la maison, je pleurais, ma mère ne comprenait pas. Chaque jour les élèves cherchaient un nouveau truc. On m'enfermait dans les WC. C'était de la violence psychologique » raconte-t-elle.

Rosa met elle aussi l'accent sur la violence verbale à laquelle sont exposés les plus jeunes : « je trouve que les surveillants parlent très violemment aux enfants. Cela génère du stress et de la violence ». Oriane souscrit à ce constat, selon elle « la violence verbale est plus forte car elle est quotidienne et que tout le monde pratique ». Elle dit être étonnée de la violence des enfants entre eux dès la crèche. « La bienveillance dans le langage n'est pas assez valorisée » conclut-elle.

Une parente d'élève suggère d'instaurer le système de médiation par les pairs. Il s'agit de former des élèves à la médiation pour intervenir en cas de conflit. Un des intérêts étant que les élèves communiquent plus facilement entre eux. La question de la sanction constructive évoquée via des travaux d'intérêts généraux tels que passer le balai pendant la récréation. Mais Rosa est mitigée car « cela peut être vécu comme une humiliation ».

**« LES ENFANTS
SE COMPARENT
BEAUCOUP
ENTRE EUX.
JE PENSE
QUE CETTE
COMPÉTITION
JOUÉ SUR LA
VIOLENCE »**

entretien avec ...

ORIANNE

PARENT D'ÉLÈVE

« Les violences scolaires concernent tout le monde. Ça me semblait important de donner son avis et réfléchir comment y remédier. J'ai trouvé ça très riche. Je repars avec plein de réflexions pour parler de violences aux enfants.

Je retiendrai qu'il faut qu'on apprenne à nos enfants à se débrouiller dans la vie plus tard. S'inspirer du modèle nordique et arrêter les comparaisons entre enfants.

Chacun doit pouvoir s'exprimer à sa manière selon ses besoins, on n'apprend pas tous à la même vitesse. Je pense que cette compétition joue sur la violence, les enfants se comparent beaucoup entre eux. Il suffit d'avoir confiance en soi, de demander de l'aide quand on ne sait pas faire, pour apprendre à faire. »

30
nov.

Rencontre-débat à la Bourse du travail

Comprendre les phénomènes de violence dans les quartiers populaires



Intervenant de cette rencontre, le sociologue Gérard Mauger commence par dénoncer « l'emphase des médias à dire que les délinquants sont de plus en plus jeunes », estimant comme son confrère Laurent Mucchielli que le phénomène des rixes n'est pas nouveau. L'auteur de *La sociologie de la délinquance juvénile* affirme que « l'école est une expérience humiliante » pour de nombreux enfants issus des classes populaires. En réaction, « les jeunes s'exercent à cultiver leurs ressources physiques comme force de combat puis de travail ».

Au travers de bagarres, les adolescents « mesurent leur capital individuel et collectif » explique Gérard Mauger. Le sociologue en veut pour preuve notable les travaux de Marwan Mohammed qui, dans *La formation des bandes* expliquait qu'apparaître dans *Le Parisien* était un titre de gloire. Pour Gérard Mauger, la transformation majeure porte sur le fait que « les jeunes sortent du système scolaire et sont inemployables ». « Il reste des boulots qui ne veulent pas d'eux et dont ils ne veulent pas. Les boulots virils et durs n'existent plus. L'usine moderne ne requiert plus cela », analyse-t-il. Dans les années 1980, s'est développée la culture du « business ».

Dès lors, le territoire symbolique est devenu un territoire commercial à défendre. Le sociologue revient ensuite sur ses travaux concernant les émeutes de 2005. Il réfute les théories selon lesquelles il s'agissait de révoltes du précaire, des colonisés ou des ghettoïsés. D'après lui, la plupart des émeutiers étaient des collégiens. « C'était une révolte proto-politique, une révolte contre l'injustice et la police » souligne-t-il. Gérard Mauger attribue la propagation de la fronde à la télévision qui « a joué un rôle avec les cartes de France avec des flammes et le nombre de voitures brûlées. Cela a fait un concours des quartiers ». Il évoque également un effet Sarkozy. Le ministre de l'Intérieur de l'époque avait « un ton de chef de bande ». Le conférencier rappelle que le mouvement « n'avait pas l'approbation de tout le monde en banlieue », notamment des filles. Beaucoup ne comprenaient pas pourquoi les jeunes brûlaient leur cité et pas dans les beaux quartiers, mais Mauger explique que « ce n'était tout simplement pas leur monde ».

« Tant qu'il y aura un échec scolaire de masse, il n'y aura pas de solution » poursuit-il. « On peut essayer de faire dériver les rivalités vers autre chose. Le hip-hop par exemple permet de s'affronter et de s'identifier dans un registre pacifié. Le football aussi. Gérard Mauger conclut : « les jeunes n'ont pas le monopole de la violence. Ils subissent la domination de classe. Nous nous sommes habitués à l'obscénité des inégalités, nous sommes imbibés de l'esprit de compétition de la société capitaliste néolibérale. »

**« ON SE
FOCALISE
SUR LES JEUNES
MAIS ILS
N'ONT PAS
LE MONOPOLE
DE LA
VIOLENCE »**

30
nov.

Table-ronde à la Bourse du travail

Agir face aux violences subies par les agents du service public



Les agents du service public peuvent faire face au quotidien à des situations difficiles et parfois conflictuelles avec les usagers. Lors de cette table ronde, des représentants de La Poste, de l'hôpital Delafontaine et de la Ville de Saint-Denis étaient invités à dialoguer autour de Claude Crestani, psychologue du travail, afin d'échanger sur leurs expériences et identifier les leviers d'action les plus pertinents pour lutter contre ces phénomènes.

Premier constat partagé par les différents services publics présents : si quelques cas d'agression physique grave existent, le vrai sujet résiderait plutôt dans le nombre et la répétition importante des petites incivilités qui fragilisent les agents à la longue.

Pour Frantz Barna, directeur du groupe La Poste à Saint-Denis, son personnel « joue parfois un rôle d'exutoire pour certains usagers ». Face à cette situation, La Poste « essaye de multiplier les formations individuelles et collectives pour prévenir ces situations conflictuelles et apprendre aux agents les bons réflexes en cas d'incivilité ».

Le Dr Mathias Wargon, chef du service des urgences à l'hôpital Delafontaine, explique que « fort heureusement, aucune barrière n'existe entre les patients et nous, mais cette situation expose notre personnel. Par ailleurs, il est plus choquant pour nous de recevoir de la violence de la part de patients car nous sommes là pour soigner, pas pour prodiguer un service marchand ».

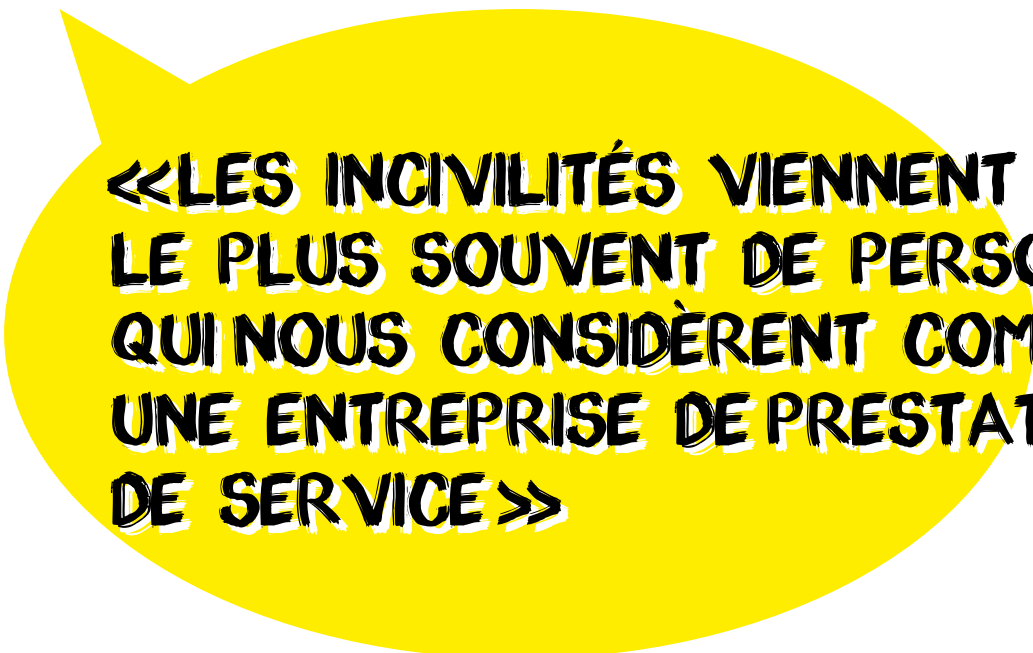
Christophe Boivin, responsable sécurité de l'hôpital, ajoute que « les facteurs de violences sont multiples. Par l'architecture, le temps d'attente, nous sommes aussi générateurs d'une part de la violence des usagers. C'est pourquoi nous essayons d'identifier les points d'amélioration tant en termes d'organisation de nos services que de sécurité de nos équipements ».

Hortense Denis, directrice des ressources humaines de la ville de Saint-Denis, estime pour sa part que la qualité du service rendu reste le meilleur levier de prévention des incivilités. Ainsi, la Ville a « travaillé ces dernières années à la réorganisation de l'accueil des services municipaux. Auparavant, il était possible d'attendre quatre heures au centre administratif pour faire une démarche. Aujourd'hui en privilégiant les rendez-vous à heure fixe, la situation s'est énormément améliorée pour les usagers. Par ailleurs, l'ouverture de plusieurs mairies annexes nous a permis de gagner en proximité vis-à-vis des usagers et de désengorger le centre administratif ». Pour elle, il est particulièrement regrettable que la Ville de Saint-Denis soit « la seule institution à continuer à développer et déployer son service public sur le territoire alors que tant d'autres (dépendant notamment de l'État) ferment leurs antennes une à une ».

En tant que psychologue du travail, Claude Crestani rappelle qu'il existe aussi « une violence interne propre à l'organisation du travail des administrations ». Pour elle, « l'accompagnement individuel est trop souvent proposé comme solution miracle et automatique aux agents, or il arrive que le problème soit en réalité collectif et relève de l'organisation générale d'un service ».

Plusieurs interventions de la salle pointent le manque de moyens financiers, et surtout humains, dont souffrent les services publics, à l'origine d'une dégradation de la qualité d'accueil des usagers et des conditions de travail des agents. Claude Crestani ajoute que « l'industrialisation des services publics change le métier des agents. La tendance à remplacer l'humain par la machine détruit les rapports entre agents et usagers et creuse finalement le fossé entre institutions et citoyens. ».

En guise de conclusion, le Dr Wargon invite l'auditoire à s'interroger sur l'opportunité de travailler à changer la manière dont certains usagers perçoivent le service public et la vie en société car « contrairement aux idées reçues, nous n'avons aucun problème avec les personnes en très grande précarité sociale. Les incivilités viennent le plus souvent de personnes adultes et bien portantes, qui nous considèrent comme une entreprise de prestation de service et qui veulent tout, tout de suite ».



« LES INCIVILITÉS VIENNENT LE PLUS SOUVENT DE PERSONNES QUI NOUS CONSIDÈRENT COMME UNE ENTREPRISE DE PRESTATION DE SERVICE »

30
nov.

Table-ronde à la Bourse du travail

Prévention et médiation : quelle action ?



Pour lutter contre l'expansion de la violence qu'exercent les jeunes entre eux, les associations de prévention et de médiation sont considérées comme des acteurs indispensables. Leur parole était donc très attendue. Les structures professionnelles que sont Canal ou Partenaires pour la ville, conventionnées avec les institutions telles que la municipalité, la Caf ou EDF, ont tenu à faire part de leurs difficultés à tenir leurs missions.

« Un rapport l'a prouvé, l'État et les services publics délaissent les jeunes séquano-dionysiens », a rappelé Saadia Bouy, directrice déléguée à l'éducation et la jeunesse au conseil départemental de Seine-Saint-Denis. Elle a cependant financé l'octroi de postes de médiateurs dans les collèges de la Courtille et Henri Barbusse. Jean-Paul Espié, président de Partenaires pour la ville (PPV) pointe du doigt la logique de comptabilité dans laquelle les institutions les enferment aujourd'hui : « On nous demande constamment de rédiger des bilans et cela nous pompe une énergie considérable. Cela occasionne du stress et les jeunes le ressentent. » Il ajoute que « quand il y a une médiation au collège, on nous demande d'être là à 100 % » et que la possibilité d'échanger avec des professionnels extérieurs aux établissements n'est pas facilitée.

Béatrice Tessier, directrice de Canal, souligne de son côté le manque de moyens pour couvrir tous les quartiers de Saint-Denis. « Depuis 2009, plus aucun poste de prévention n'a été créé », dénonce-t-elle.

Lakdar Kherfi œuvre depuis cinq ans à apporter une réponse à la galère des jeunes en bas des tours. Il gare le camping-car de son association *Médiation nomade* chaque soir dans des cités.

« Quand on va en pied d'immeuble, on voit une profonde tristesse. On leur demande ce qu'ils veulent faire, ils ne savent dire que : "je ne sais pas" », témoigne-t-il. Pour Lakdar, le combat se situe au niveau du créneau 19h-minuit. « Il faut qu'on arrête de fermer les lieux des jeunes à 18h », s'exclame-t-il. Selon lui, « l'horloge biologique des jeunes a changé. Les missions locales donnent des rdv à 9h et tournent à vide. C'est à 21h qu'ils sont au max de leurs capacités ». C'est pourquoi il déambule avec un centre de loisirs portable, propose du thé, de la musique et des jeux, « tout en respectant le voisinage ». « Ils nous disent "on ne nous aime pas" », rapporte le médiateur qui juge qu'il y a un problème de relation avec la société. « La présence d'adultes bienveillants, ça calme. Lorsque les femmes bénévoles sont là, la voix des jeunes change. Les femmes apportent un esthétisme, de la beauté et diminuent la violence » ajoute-t-il.

La caravane de Médiation nomade s'aventure au pied des immeubles mais évite soigneusement les points de deal car ils peuvent être dangereux. Pour Lakdar, ce sont des territoires commerciaux. Ce n'est pas le cas de Larbi Boudjeraba, coordinateur des médiateurs de nuit de Saint-Denis. Il communique avec les dealers afin qu'ils respectent les habitants et ne commercent pas dans les halls. « On ne parle pas assez à ces jeunes. Si vous prenez le temps de discuter, ils vous répondent » explique-t-il. Natif de Saint-Denis, le quadragénaire connaît parfaitement la ville et bénéficie de la confiance des habitants et des institutions : « la police nous laisse faire même quand on intervient dans des bagarres. » Larbi garde une vision optimiste. « À Fontaine, la tête de réseau a trouvé une formation et du travail : il y a de l'espoir », raconte-t-il.



**« LA PRÉSENCE
D'ADULTES
BIENVEILLANTS,
ÇA CALME »**

entretien avec ...

LARBI BOUDJERABA

RESPONSABLE
DES MÉDIATEURS
DE LA VILLE DE SAINT-DENIS

Natif de Saint-Denis, la ville où il fait toute sa vie, Larbi Boudjeraba est en charge depuis 2011 de coordonner l'action des médiateurs de la Ville. Ancien éducateur de centre de loisirs et antenne jeunesse, il est rôdé aux techniques de dialogue avec les jeunes. « Ce qui m'intéresse, c'est de trouver des solutions entre deux parties, que cela soit entre la Ville, les habitants, la police ou la jeunesse. Le but du médiateur, c'est d'être un conciliant. Trouver une solution ou emmener les parties à en trouver une », explique-t-il avec entrain. La plus grande frustration dans son travail d'entremetteur est de ne pas trouver de solution. C'est le cas le plus souvent pour les cas concernant la précarité, notamment celui des sans-abri. « Même pour des sans-abri, le fait de les écouter, d'avoir un échange chaleureux, cela donne l'impression de servir à quelque chose », nuance-t-il cependant.

Selon Larbi Boudjeraba, les phénomènes de violence ne sont pas nouveaux. « Dans les années 1980, Joey Starr chantait "qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu ?" » rappelle-t-il. Pour le médiateur, « les violences sont ponctuelles, elles ne durent pas dans le temps. Il y a des problèmes qui perdurent parfois entre deux cités, on les voit arriver mais malheureusement on attend l'incident grave pour enfin organiser un dialogue ».

Sa proposition : « La violence ne monte pas, c'est le dialogue qui est rompu, il n'y a pas assez de communication. Il faudrait que tous les services communiquent ensemble. Tout le monde ne connaît pas les différents corps de métier. Souvent on transmet des informations aux bailleurs ou à la Ville mais on ne sait pas si elles sont remontées ou si elles ont été transmises aux habitants. Il faudrait organiser plus de rencontres pour communiquer. »

30
nov.

Rencontre-débat à la Bourse du travail

Agir face aux violences : le rôle des associations de quartier



La corrélation entre la déshérence de la jeunesse et les flambées des violences est souvent faite. Mathieu Dehaut, préside une association qui depuis 1986, milite pour trouver du travail aux jeunes : l'APIJ Bat.

« La privation d'emploi est destructrice. L'ambition était de mettre l'emploi au cœur des quartiers », explique-t-il.

L'APIJ Bat est implantée au cœur de la cité des Cosmonautes, à l'écart d'une bonne partie de la ville de Saint-Denis. Cette coopérative accompagne chaque année près de 300 jeunes vers les métiers du bâtiment. Mathieu Dehaut ne s'en réjouit pas et constate avec regret que « cela fait 30 ans que nous vivons le chômage de masse. Il y a une difficulté avec les adultes écartés du marché de l'emploi et qui restent au quartier. Cela n'incite pas les jeunes à bouger ». Il déplore par ailleurs que les adultes « ne jouent plus leur rôle » et « ne se sentent plus autorisés à intervenir » lorsque les enfants sont en danger.

« Les adultes peuvent se permettre de leur parler dès lors qu'ils ont créé une proximité avec eux », précise Bakary Soukouana. C'est pourquoi il a lancé l'association Nuage, en 2013, dans la cité Salvador Allende. Face à des jeunes qui galèrent ou sont embarqués dans des parcours illicites, il favorise le langage de l'éveil et de l'éducation : « on propose aux jeunes de vivre autrement. Il arrive qu'on accompagne un jeune à faire un CV, d'autres viennent passer le Bafa (...), une formation ou un atelier de prise de parole en public ». L'éducateur attire l'attention sur le fait que « beaucoup de jeunes sont diplômés mais ne savent pas comment s'orienter ». Nuage intervient donc, selon lui, « en complément de structures qui ont du mal à assumer leur rôle », en redirigeant les jeunes vers les structures idoines.

Bakary insiste sur la nécessité de casser les carcans des quartiers. « J'ai envie qu'ils puissent circuler dans la ville sans se faire agresser. Il est arrivé que certains se fassent attaquer en présence de leurs parents » témoigne-t-il. Nuage a organisé récemment une sortie au Théâtre du Rond-Point, près des Champs-Élysées. Certains adolescents ont alors compris « qu'ils peuvent aller au théâtre sans costume » et que ce n'est pas forcément ennuyeux comme sortie. « Je ne comprends pas ce repli et ce sentiment de relégation alors qu'il y a, à proximité, le métro, la fac et autre », exprime une habitante en interpellant Bakary. « On n'est pas loin du centre-ville mais il y a un manque de confiance en soi. Les jeunes se mettent tellement de barrières qu'ils préfèrent rester chez eux. Cela leur permet aussi d'éviter les conflits ».

« LES JEUNES SE METTENT TELLEMENT DE BARRIÈRES QU'ILS PRÉFÈRENT RESTER CHEZ EUX. »

entretien avec ...

BAKARY SOUKOUNA

PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION NUAGE

« IL FAUDRAIT UNE ACTION QUI RASSEMBLE TOUTE LA POPULATION »

Bakary Soukouna, 32 ans, a grandi à Saint-Denis, dans la cité Salvador Allende où il a installé son action éducative. Plus jeune, il montait son premier club d'échec avec le concours de l'association L'atelier A. Puis il a fait son chemin, passant du collège Henri Barbusse au lycée Paul Éluard puis à l'université Paris 13 avec une licence « sciences de l'éducation ». Il se rend compte malheureusement en 2013 que la dynamique associative qui prévalait dans son quartier n'existe plus.

« Je voyais des énergies présentes sur mon quartier mais inactives. Je me suis demandé comment fédérer tout le monde en collectif pour mieux se faire entendre des autorités », se souvient-il. Après une série de réunions pour identifier les attentes de chacun, naquit « Notre union associative grandir ensemble » (Nuage).

Bakary obtient un local et accompagne les jeunes vers le passage à l'âge adulte notamment à travers la culture : distribution de livres, visite de musées et d'institutions telles que l'Assemblée nationale. Nuage aide également les jeunes à faire leur CV, leur facilite l'accès au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa) ou les redirige vers les structures compétentes. Aujourd'hui, Bakary Soukouna travaille comme éducateur à Gentilly et poursuit un master 2 en dynamiques éducatives des sujets et des institutions. C'est donc sur son peu de temps libre qu'il se consacre au bénévolat. « Cette action, c'était aussi un prétexte pour garder du lien avec le quartier et les gens avec qui j'ai grandi » explique-t-il.

Sa proposition : « Il faudrait une action qui rassemble toutes les strates de la population pour croiser les regards de chacun. Organiser des rencontres en vue de faire ensemble des actions. C'est comme ça qu'on responsabilise les gens et en faisant des acteurs. »

1^{er}
dec.

Table-ronde à la Bourse du travail

Sécurité, justice, quelle égalité républicaine pour notre territoire ?



Le député Stéphane Peu introduit le débat en exposant les conclusions du rapport parlementaire sur l'action de l'État en Seine-Saint-Denis rendu en mai dernier. Ce sont principalement les missions de sécurité, de justice et d'éducation qui ont été scrutées par un groupe d'une quinzaine de députés.

« Le 93 est moins doté que les autres départements », affirme Stéphane Peu. On apprend notamment qu'entre le CP et la terminale, un élève du 93 perd l'équivalent d'une année scolaire à cause des absences des enseignants. « On recrute des enseignants qui ont eu 7 de moyenne au concours », a ajouté le parlementaire. Avec un collectif d'élus, il a réclamé au gouvernement une augmentation des effectifs de policiers, magistrats et professeurs mais a constaté avec regret que le budget 2019 ne comporte aucun correctif.

David Maheu, avocat, membre du Conseil de l'ordre des avocats au barreau de Seine-Saint-Denis, dit avoir constaté les disparités de moyens entre le tribunal de grande instance de Bobigny et ceux des autres départements. « Pour une affaire de trafic de drogue, le dossier peut prendre trois ou quatre ans. La sanction risque de ne pas être comprise avec ce délai » estime-t-il. L'avocat pointe du doigt le turnover des magistrats qui empêche un bon suivi des affaires. Sortis de l'école, les magistrats ont besoin d'un ou deux ans de formation. Ceux affectés en Seine-Saint-Denis, bien que qualifiés, ne resteraient pas au-delà.

Le maire Laurent Russier dénonce quant à lui le faible ratio d'agents de police comparé à la population totale de Saint-Denis : « On reste à 300 policiers, c'est comme si on considérait que 25 000 habitants comptaient pour rien ». « On a posé un couvercle sur la Seine-Saint-Denis mais à un moment donné ça ne tient plus. Il faut prendre la mesure des événements. Un immense gâchis se profile à l'horizon » s'est inquiété Laurent Russier. Le maire de Saint-Denis juge qu'après « la génération sacrifiée du chômage de masse », une seconde est en passe d'être sacrifiée sur l'autel de la discrimination.

Stéphane Peu propose comme solution de recourir à un recrutement plus local des fonctionnaires et une formation spécifique au 93.

« J'aimerais tester une école de formation des enseignants. Après le bac, les élèves suivraient quatre années de formation rémunérée avec un engagement à rester en Seine-Saint-Denis un certain nombre d'années ».

« J'AIMERAIS
TESTER UNE
ÉCOLE DE
FORMATION
DES
ENSEIGNANTS »

entretien avec ...

STÉPHANE PEU

DÉPUTÉ
DE LA 2^E CIRCONSCRIPTION
DE SEINE-SAINT-DENIS

COMMENT S'EST MIS EN PLACE LE RAPPORT SUR L'ACTION DE L'ÉTAT EN SEINE-SAINT-DENIS ?

Le rôle de l'Assemblée nationale c'est de faire la loi mais aussi contrôler l'action du gouvernement. On est quelques députés à avoir eu l'idée d'évaluer les missions régaliennes de l'État en Seine Saint-Denis.

LE RÉSULTAT VOUS A-T-IL SURPRIS ?

Non, car je suis habitant, élu et parent d'élève en Seine-Saint-Denis. J'avais lu le rapport de la cour des comptes en 2011. On a obtenu des chiffres exacts. Les autres députés d'autres départements ont été étonnés. On n'est pas dans des petites discriminations : on a deux fois moins de magistrats, de greffiers et de policiers qu'ailleurs. Le Premier ministre nous a reçus fin septembre, il y a eu un écho médiatique, on a fait la Une du *Monde*.

EST-CE LA MATRICE DE CES VIOLENCES ?

Non, il y a beaucoup d'autres causes. Il y a l'extrême misère sociale dans laquelle vit une bonne partie de la population. Quand vous n'avez pas les moyens de la sanction pénale, ni les policiers qui permettent de sécuriser l'espace public comme il se doit et que vous avez une éducation nationale en incapacité de suivre les enfants les plus en difficulté, forcément cela a des conséquences sur la violence dans la société. C'est un facteur aggravant évidemment.

LA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE VA-T-ELLE RÉAGIR SELON VOUS ?

Non parce qu'elle est extrêmement dogmatique et libérale. Elle ne croit pas au rôle de l'État et des services publics. Mais je crois que la force et l'unanimité politique des élus de Seine-Saint-Denis nous permettront d'obtenir des décisions favorables et de rectifier cela.

1^{er}
dec.

Table-ronde à la Bourse du travail

Agir face aux violences faites aux femmes



Les violences envers les femmes font partie des enjeux souvent sous-estimés dans l'approche des politiques sécuritaires.

La table-ronde consacrée à cette thématique a réuni Sarah Fernandez, organisatrice de stages d'auto-défense physique et verbale, Ghada Hatem Gantzer, responsable de la Maison des femmes et Jean-Jacques Deluchey, directeur adjoint de l'Amicale du nid.

Jean-Jacques Deluchey explique que sa structure a recueilli plus de 2 000 personnes en 2017, proposant un accueil sécurisé, des douches et des repas. « Nous sommes dans une situation dramatique en matière d'errance des femmes et des familles. L'offre d'accueil est largement inférieure aux besoins. Elles trouvent parfois refuge dans les urgences de l'hôpital Delafontaine. Nous avons l'impression d'être face à un puits sans fond », alerte-t-il.

Ghada Hatem Gantzer souscrit à ce constat. Sa Maison des femmes donne accès aux services de police et de justice. Elle offre également des ateliers d'estime de soi, de karaté ou des groupes de parole. Pour répondre à la demande croissante, un *crowdfunding* a été lancé fin 2017 pour financer l'agrandissement du lieu. Plus de 30 000 euros ont été récoltés.

La question des moyens est souvent revenue. Madjid Messaoudène, élu de la ville de Saint-Denis chargé de l'égalité des droits, informe l'auditoire que l'enveloppe de l'État pour la lutte contre les violences faites aux femmes est de 80 millions d'euros, « alors que les besoins seraient de l'ordre de 500 millions à un milliard d'euros ». Une enseignante dans le public ajoute que dans l'Éducation nationale, « ce qui est fait est largement insuffisant, c'est à la libre volonté du professeur et celui-ci n'est pas incité à le faire ». « Un enfant peut passer le 1^{er} degré sans jamais avoir entendu parler de l'égalité entre les femmes et les hommes », conclut-elle.

Sarah Fernandez rappelle que « L'ABCD de l'égalité était un projet en essai et sous la pression de catholiques intégristes, cela a été interrompu ». Mais selon elle, il ne faut pas perdre de vue que « les agresseurs de petites filles ce ne sont pas les petits garçons mais des adultes en majorité ». Pour Jean-Jacques Deluchey, le manque d'éducation sur ces questions est problématique. Il estime que si la prostitution concerne prioritairement les femmes, c'est le « résultat de la domination masculine ». Parmi les bénéficiaires de l'Amicale du nid il y a souvent des femmes en grande précarité. Le directeur adjoint se dit « préoccupé par les enfants qui ont été témoins de violences et nécessitent un accompagnement thérapeutique ».

« UN ENFANT PEUT PASSER LE PREMIER DEGRÉ SANS JAMAIS AVOIR ENTENDU PARLER D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES »

entretien avec ...

SARA FERNANDEZ

ORGANISATRICE
DE STAGES
D'AUTO-DÉFENSE

QU'EST-CE QUE VOUS ENTENDEZ PAR STRATÉGIE D'AUTO-DÉFENSE VERBALE ?

C'est utiliser sa voix pour stopper une agression. Plusieurs études aux États-Unis et en Allemagne ont prouvé que plus de la moitié des femmes sous la menace d'un viol avaient réussi à stopper une agression en criant. Puis au quotidien, c'est comment poser ses limites, savoir dire non. Au cours de notre vie, on peut avoir des situations où on a des difficultés à dire non. Quand quelqu'un nous oblige à faire quelque chose, c'est une agression et il faut remettre les choses dans l'ordre. « C'est toi qui est en train de me mettre la pression ». Si notre conjoint nous dit « moi je veux absolument avoir une relation sexuelle » et qu'on refuse, c'est lui dire que c'est lui qui est en train d'insister et que c'est une agression.

COMMENT SONT ACCUEILLIS VOS STAGES À SAINT-DENIS ?

Les Dionysiennes sont exceptionnelles. 150 d'entre elles ont participé aux ateliers depuis cinq ans. La Ville de Saint-Denis a pris conscience du fait que les violences faites aux femmes sont un problème de société. Elle est plus attentive que les autres. Les agressions ne sont pas que le fait de types bizarres ou marginaux. La société est organisée autour de ces violences : la société fait que les femmes gagnent moins bien leur vie, on leur impose des mi-temps, des boulots plus précaires, elles subissent du harcèlement.

SA PROPOSITION : RENDRE COMPTE DE LA PLURALITÉ DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES.

Il faut stopper les mythes sur les violences faites aux femmes et arrêter de croire que le violeur est nécessairement un type à capuche qui nous agresse dans la rue. Les statistiques montrent que l'immense majorité sont commises par des hommes qu'elles connaissent dans des lieux qu'elles connaissent. Elles ont des liens familiaux ou de travail avec leurs agresseurs. Le monde du travail est un lieu où les supérieurs hiérarchiques continuent de harceler sexuellement, de demander des tâches qui ne sont pas prévues. 100 % des Franciliennes disent avoir déjà été agressées dans les transports en commun.

1^{er}
dec.

Table-ronde à la Bourse du travail

Lutter contre la violence dans et aux abords des établissements



La table ronde a été introduite par une restitution des Cafés des parents organisés par la FCPE. Cette démarche de reprise en main de la vie scolaire par les parents a été saluée. « Pendant trop longtemps, la communauté éducative a externalisé les problèmes en les excluant de l'établissement. On ne peut pas la laisser toute seule » a déclaré Laurent Russier, maire de Saint-Denis.

Nina Mahler, membre du collectif Nos enfants d'abord, souscrit à ce propos. « Cette violence vient de la société. Sortis du collège, à 16 ans, les jeunes sont dehors et ne savent pas quoi faire », ajoute-t-elle. Une autre mère de famille invitée à participer à la discussion pointe l'effet de mode des violences qui s'est répandu dans les cités du 93. Pour elle, « la génération 2000-2002 » est difficile à appréhender car elle a « un besoin de se démarquer ». Elle a identifié Snapchat comme le réseau social utilisé pour cette propagation. « Un gamin s'est fait lyncher et ils ont filmé la scène. Ce qui est pratique, c'est que ça s'efface au bout de 24 heures », précise-t-elle. Le commissaire de Saint-Denis, Laurent Mercier, précise que « les réseaux sociaux ont des clés de chiffrement ce qui ralentit la recherche de preuves ». Il juge également « inadmissibles », les contenus retrouvés sur les portables des enfants.

Mamou Macalou, membre de Nos enfants d'abord, revient sur les patrouilles de son collectif au pied des immeubles des cités Floréal Saussaie et Courtille. « On travaille ensemble jour et nuit. Nous étions trois au départ, on restait jusqu'à 3h ou 4h du matin. Petit à petit les jeunes sont rentrés chez eux » rappelle-t-elle. La voix éraillée par l'émotion, elle interpelle le commissaire de Saint-Denis, Laurent Mercier : « Je sais qu'il y a des policiers qui font bien leur travail mais d'autres ne le font pas et provoquent ». L'agent de police lui répond alors qu'elle peut « faire appel à l'Inspection générale de la police en ligne. Par ailleurs, nous disposons de 16 caméras piétons et j'oblige mes agents à les porter ».

Plusieurs interventions dans le public se dirigent alors vers le représentant des forces de l'ordre. Bakary Soukouona, de l'association Nuage, recommande aux policiers d'appréhender les adolescents « en tant que jeunes » et pas « en tant que dealers ». « Nous on connaît les jeunes », insiste une habitante, « si vous voulez faire un lien avec eux, nous pouvons faire l'intermédiaire ». Ce à quoi le maire Laurent Russier répond qu'il y a déjà des interventions de policiers dans les écoles. Le commissaire précise à ce sujet qu'un poste à plein temps va être créé pour renforcer la prévention en milieu scolaire.

« PENDANT TROP LONGTEMPS, LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE A EXTERNALISÉ LES PROBLÈMES EN LES EXCLUANT DE L'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE »

entretien avec ...

LEILA KERBACHE

REPRÉSENTANTE
DES PARENTS D'ÉLÈVES
AU COLLÈGE HENRI BARBUSSE

VOUS AVEZ RECUEILLI LA PAROLE DES ENFANTS GRÂCE À UN QUESTIONNAIRE. QUELS SONT LES RÉSULTATS ?

On a appris que pour certains élèves, convoquer les parents était une violence. En demandant quelles sont les manifestations de la violence, on a eu des réponses inquiétantes comme « mort » ou « suicide ». Les enfants sont conscients de leur statut social. Ils savent que, parce qu'ils habitent Saint-Denis, ils n'ont pas le droit aux mêmes choses que les enfants parisiens. C'est une forme de violence pour eux. Puis on a eu des messages sur le sexisme, les violences faites aux femmes. Plusieurs enfants expliquaient que les mots faisaient plus mal encore que les coups. La violence psychologique, qui ne se voit pas, est plus terrible pour eux que la pression physique.

QUELLE EST LA PREMIÈRE CHOSE À FAIRE ?

Plus de communication ! Il faut qu'on parle davantage à nos enfants. Nous devons commencer dès la maternelle pour qu'ils puissent bien grandir ensemble. Le travail d'aujourd'hui comptera pour demain. L'autre sujet qui est revenu souvent c'est l'utilisation du numérique et des réseaux sociaux. C'est compliqué aujourd'hui mais ce sera pire demain. Il faut expliquer aux plus jeunes les dangers de ces outils avant de leur donner en main.

COMMENT SE SENTENT LES PARENTS FACE À CES VIOLENCES ?

Ils sont très volontaires mais se sentent aussi démunis. Ils ont l'impression que l'Éducation nationale ne leur apporte pas les moyens nécessaires. Quand il y a un manque d'enseignants dans un établissement, c'est violent pour les élèves et les parents ne peuvent pas y remédier. Pourquoi les professeurs sont-ils remplacés à Paris et pas chez nous ? Il y a aussi un manque d'information. J'ai des parents qui ne savent pas qu'il y a une maison de quartier près de chez eux et n'en bénéficient pas.

COMMENT Y REMÉDIEZ-VOUS AVEC LA FCPE ?

Depuis l'an dernier, on organise un loto après la remise des bulletins. On a aussi fait plusieurs café-débats sur des thématiques diverses, des projections de films. Enfin des ateliers sur la cyber-violence pour expliquer aux parents ce qu'est Instagram ou Snapchat.

1^{er}
dec.

Table-ronde à la Bourse du travail

Bien grandir : comment éloigner nos enfants des violences ?



La dernière table-ronde des Assises aborde la question de la pédagogie à utiliser pour soustraire les enfants de la violence. Le sujet est important car selon Laurie Housseau-Cohen, psychologue à la protection judiciaire de la jeunesse, la ville de Saint-Denis est l'une des rares à avoir deux juges pour enfants. C'est une des communes où il y a le plus de procédures pénales pour enfants.

« Il y a un travail à faire pour que les parents comprennent qu'on n'est pas là pour les juger mais pour faire en sorte que les enfants ne représentent plus un danger pour autrui », témoigne la psychologue Laurie Housseau-Cohen.

Le sociologue Michel Fize a observé les adolescents pendant 35 ans. Selon lui, les besoins premiers des adolescents pour bien grandir sont « le dialogue, l'affirmation de soi, la sécurité affective et matérielle, une responsabilisation et de l'espoir (...) Il règne aujourd'hui un fatalisme : les jeunes ne sont pas mobilisés alors que leur avenir est menacé », analyse-t-il. Selon lui, il ne s'agit pas d'une nouveauté mais d'un phénomène qui a commencé dans les années 1970. Il estime que les jeunes ont du mal à concevoir qu'un autre monde est possible.

Julien Villain, fondateur de l'association Coïncide, partage une partie de ce constat. « Beaucoup de jeunes sont défenseurs de l'individualisme et adhèrent à l'ultra-libéralisme » juge-t-il, mais il ajoute « qu'heureusement à Saint-Denis, il y a plein de petites associations qui essaient d'établir un dialogue différent ».

« Dans le 93, on vit deux peurs : celle qu'on suscite chez les autres, les plus âgés notamment, et celle qu'on ressent parce qu'on sait qu'il faut en faire deux fois plus que les autres pour s'en sortir », estime-t-il. L'étudiant en sciences politiques regrette que le mot d'ordre « place aux jeunes » ne reste qu'un slogan, qu'il ne soit pas en phase avec la réalité. « Ceux qui ne s'en sortent pas grâce au cadre familial sont dans une guérilla pour y arriver » dit-il.

Avec Coïncide, ils ont ouvert une permanence « coup de boost » pour favoriser l'accès à l'emploi. « On a réussi à prouver aux jeunes dealers que leur activité n'était pas rentable », affirme-t-il. « Julien travaille là où la prévention spécialisée est censée intervenir », reconnaît Béatrice Tessier, directrice du club de prévention Canal. « Depuis 2009, aucun poste en prévention n'a été créé. On pose des pansements, on fait du bricolage. Mais le fait qu'un éducateur vienne parler à un jeune plante déjà une graine », ajoute-t-elle.

**« LE FAIT
QU'UN
ÉDUCATEUR
VIENNE
PARLER À
UN JEUNE
PLANTE DÉJÀ
UNE GRAINE »**

entretien avec ...

JULIEN VILLAIN

COFONDATEUR
DE L'ASSOCIATION COÏNCIDE
(COOPÉRATION INCLUSION
DÉVELOPPEMENT)

Étudiant à Paris 8, Julien Villain vit dans « le bouillonnement associatif et culturel de l'université ». Après une petite période de militantisme, il a effectué un service civique au Secours populaire qui l'a définitivement convaincu que « la solution pour le quartier, ce serait de faire l'association la plus vaste et la plus jeune ». « On a réfléchi longtemps avant de faire les choses. On a fait selon les besoins, pas selon nos analyses personnelles », se souvient le jeune du quartier Gabriel Péri. La conclusion de son enquête est qu'il faut donner la priorité à la lutte contre l'échec scolaire et le chômage chez les jeunes. Par ailleurs, Julien a constaté un manque d'accès à l'information. « Il y a un problème d'accès aux services publics alors que Gabriel Péri est une grosse cité du centre-ville », souligne-t-il.

Il a fallu d'abord convaincre sur le terrain . « Certains étaient morts de rire : " vous êtes des oufs, vous travaillez gratuitement ", nous disaient-ils, mais aujourd'hui ils font du bénévolat avec nous parce qu'ils voient que ça sert aux petits frères et petites sœurs ». Aujourd'hui, l'association Coïncide compte une vingtaine de bénévoles et une centaine d'adhérents après deux ans d'existence. Elle fait du soutien scolaire tous les jours. Le vendredi matin, une permanence permet de faire de l'insertion professionnelle : CV, lettre de motivation, réseautage. La structure accompagne des projets avec les jeunes du quartier : prochainement, un tournoi sportif inter-quartiers et un court-métrage.

Les deux propositions de Julien Villain : « Un conseil local de la jeunesse, pas un truc fantôme, un truc avec des jeunes élus par quartier avec des vraies réunions, des compétences et une enveloppe. Quelque chose qui puisse fédérer les jeunes autour d'un projet conçu par eux et pour eux. »

« Il faudrait qu'on accorde aussi une aide à la mobilité pour les jeunes, qu'ils obtiennent le permis de conduire. »

PROPOSITIONS

À L'ISSUE DES 13 DÉBATS, DES 5 CAFÉS DES PARENTS, DU FACEBOOK LIVE ET DES NOMBREUSES RENCONTRES, 36 PROPOSITIONS RESSORTENT CLAIREMENT DES ÉCHANGES. CERTAINES SERONT MISES EN PLACE PAR LA VILLE DE SAINT-DENIS DÈS L'ANNÉE 2019. D'AUTRES SERONT SOUMISES AUX ACTEURS INSTITUTIONNELS ET AUX CITOYEN.NE.S POUR LES METTRE EN ŒUVRE DE MANIÈRE PARTENARIALE ET CONCERTÉE.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SCOLAIRES

- Mettre en œuvre, avec l'écrivain Rachid Santaki et le cinéaste Silly Diakité, un projet de mise en narration avec des collégiens sur le thème de la violence, projet devant déboucher sur la création d'un court-métrage
- Proposer, pour les enfants, les adolescents, les parents, des ateliers de sensibilisation et de lutte contre les cyber-violences dans chaque quartier de la ville
- Concevoir et diffuser dans les établissements scolaires un document à l'usage des adolescents pour les sensibiliser aux cyber-violences
- Mener, avec le conseil des jeunes habitant.e.s, une enquête de victimisation auprès des collégiens pour mieux identifier les violences auxquelles ils sont exposés
- Sensibiliser et lutter contre le harcèlement scolaire
- Former tous les membres de la communauté scolaire, élèves comme enseignants et parents, à la médiation pour pouvoir intervenir en cas de conflit

LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

- Réfléchir à mieux proportionner les sanctions dans le milieu scolaire, pour prévenir le décrochage et les exclusions scolaires
- Former tous les parents à l'accompagnement de la scolarité de leurs enfants pour lutter contre le décrochage scolaire

AIDER LES PARENTS DANS LEUR RÔLE ÉDUCATIF

- Multiplier les lieux d'échanges entre parents dans chaque quartier et mettre en place un lieu ressource et de partage des expériences au sein de la maison des parents
- Développer des ateliers et formations sur la communication non-violente auprès des enfants, des adolescents, de leurs parents et des adultes qui les aident à grandir

FAVORISER L'INVESTISSEMENT DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ

- Former de jeunes collégiens et lycéens à devenir ambassadeurs du Défenseur des droits pour sensibiliser leurs pairs à leurs droits
- Redynamiser le conseil des jeunes habitant.e.s, avec une enveloppe budgétaire dédiée
- Promouvoir des ateliers théâtre dans les établissements scolaires et les espaces jeunesse pour aborder les débats de société
- Former tous les enfants d'élémentaire à l'égalité femmes / hommes
- Organiser des temps d'échanges avec les adolescent.e.s autour des violences, à l'occasion de projections de films ou de débats
- Examiner la faisabilité d'une ouverture des espaces jeunesse et proposer des activités dans le créneau 19h-minuit

AMÉLIORER LES RAPPORTS ENTRE LES DIONYSIEN.NE.S ET LA POLICE

- Organiser des journées de présentations des métiers et des missions de la police nationale et de la police municipale
- Mieux communiquer auprès des habitants sur les services publics dévolus, à Saint-Denis, à la prévention de la délinquance, à la sécurité et à l'accompagnement des victimes

METTRE EN PLACE UN PLAN DE LUTTE CONTRE LES VENTES À LA SAUVETTE

- Renforcer les effectifs de la police municipale afin d'effectuer plus de passages sur les espaces publics occupés par les ventes à la sauvette
- Déployer une campagne de sensibilisation aux dangers des articles vendus à la sauvette
- Interpeler le préfet et le ministre de l'Intérieur sur la lutte à mener contre les contrebandes de cigarettes et les contrefaçons
- Déployer des activités commerciales et de services sur le parvis de la Gare
- Accompagner les vendeurs qui le souhaitent et le peuvent vers la création d'activités licites

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS TERRITORIALES

- Mobiliser la municipalité et les Dionysiens pour plus d'égalité républicaine, pour plus de fonctionnaires d'État dédiés à la sécurité et à la justice.
- Recruter davantage de fonctionnaires d'État issus de la Seine-Saint-Denis
- Expérimenter une école de formation des enseignant.e.s pour la Seine-Saint-Denis
- Former les professionnel.le.s (services sociaux, hôpital, Caf, éducation nationale) pour qu'ils puissent repérer les situations de violence et orienter le public

- Favoriser les échanges inter-professionnels entre les acteurs évoluant autour des jeunes (groupes restreints du CLSPD, échanges entre éducateur.trice.s de la prévention spécialisée, médiateur.trice.s et animateur.trice.s jeunesse...)
- Se mobiliser pour obtenir plus de médiateurs dans et aux abords des collèges et des lycées et pour pérenniser le financement des postes obtenus
- Se mobiliser pour plus de moyens octroyés aux associations de prévention spécialisée

RENFORCER LES ÉCHANGES ET LE PARTAGE D'EXPÉRIENCE ENTRE LES PROFESSIONNEL.LE.S DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Lutter contre les attroupements de personnes alcoolisées sur l'espace public, par une meilleure coordination des acteurs compétents
- Favoriser des temps de rencontre à l'échelle de toute la ville ou de plusieurs quartiers pour que les habitant.e.s, jeunes et moins jeunes, se rencontrent, échangent et se connaissent
- Mettre en place des marches exploratoires, avec les habitant.e.s, dans les quartiers de Saint-Denis
- Dans le cadre d'un groupe restreint du CLSPD réunissant notamment les clubs et acteurs sportifs de la ville, mettre en place un plan d'action pour mesurer, prévenir et lutter contre les incivilités dans le sport (état des lieux annuel, réalisation d'un sondage annuel, journée du sport contre la violence, réaction systématique de la municipalité en cas de violences ou de dégradations volontaires...)

**Document de restitution des assises citoyennes Ensemble contre les violences
à Saint-Denis du 26 novembre au 1^{er} décembre 2018.**

Rédaction : Samba Doucouré, Manuel Coinaud, Mehdi Ourezifi, Béatrice Néhémie. Graphisme : Bénédicte Villechange. Mise en page : Jorge Marquès.
Photos : Aïman Saad Ellaoui, Yann Mambert. Ville de Saint-Denis 2019.